

Racisme : ne jamais rien laisser passer

LE MONDE

Jeudi 14 novembre 2013

D'un mal peut sortir un bien. En consacrant sa dernière couverture à la ministre de la justice, affublée de ce titre prétendument satirique : « Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane », l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute* a réussi à susciter une indignation générale, ou presque, contre la banalisation des propos ou injures racistes.

Mardi 12 novembre, le premier ministre a « *condamné avec la dernière énergie les attaques racistes, insupportables et scandaleuses* », et réitéré, « *plus que jamais* », son sou-

Quelques bons esprits jugeront sans doute qu'il ne fallait pas répondre à la provocation d'une feuille de chou nauséabonde et lui assurer une telle publicité. D'autres, obsédés par une opposition systématique contre un gouvernement très affaibli, mettront en garde contre l'« instrumentalisation » de cette affaire.

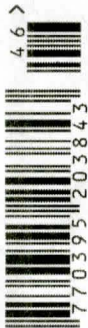
Les uns et les autres auront tort. Grave-tort. Car chacun a pu constater, depuis des semaines, des mois même, que Christiane Taubira est devenue la cible systématique d'injures à caractère raciste, allusives, quand elles ne sont pas explicites. Le 25 octobre, elle était huée à Angers par des enfants de militants de la Manif pour tous aux cris de : « *C'est pour qui la banane ? C'est pour la guenon !* » Dans les Ardennes, une candidate du Front national (suspendue depuis par ce parti) disait « *préférer voir [la ministre de la justice] dans les arbres plutôt qu'au gouvernement* ».

Inutile de prolonger le florilège. Il est abject. Et il démontre que l'expression d'un racisme pur et dur, biologique, racialisé et assorti de références animales, loin d'avoir disparu, s'est au contraire banalisé. Il est le

fait d'une extrême droite qui en a toujours fait son détestable fonds de commerce. Mais le silence ou l'embarras perceptibles à droite, et jusque tout récemment à gauche, le démontrent : peu à peu, des digues se sont rompues, des tabous ont été levés, des inhibitions ont disparu, et le procès incessant contre la « *bien-pensance* » et le « *politiquement correct* » a réveillé de vieux et détestables réflexes, autant qu'il a tétanisé les défenseurs des valeurs essentielles de la République.

Christiane Taubira le disait récemment : ce racisme de moins en moins honteux, de plus en plus affiché, est « *une attaque au cœur de la République* ». Contre cette attaque, il n'y a pas d'autre riposte qu'une dénonciation systématique des idées et des propos racistes. Pas d'autre riposte, à chaque fois que c'est possible et pénalement justifié, que la poursuite de leurs auteurs devant les tribunaux. Pas d'autre riposte que l'effort inlassable d'éducation des enfants et des jeunes. Pas d'autre réponse que le rappel intransigeant des principes d'égalité et de fraternité, qui sont le fondement du pacte social et républicain. ■

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 6



ÉDITORIAL

UK price £1,80

tien à la garde des sceaux. Dans la soirée, Jean-Marc Ayrault a donc logiquement décidé de saisir le procureur de la République de Paris de ce fait « *susceptible de constituer l'infraction d'injure publique à caractère racial* ». Au risque de l'emballement, le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, avait auparavant déclaré que le gouvernement étudiait « *les moyens d'agir contre la diffusion* » du journal.

La nouvelle provocation de l'hebdomadaire « Minute »

Jeudi 14 novembre 2013

LE MONDE

« EN BIEN OU EN MAL, l'essentiel, c'est que l'on parle de nous. » S'il est un adage que *Minute* a fait sien, c'est bien celui-là. L'hebdomadaire d'extrême droite a commis, dans son numéro du 13 novembre, une nouvelle « une » propre à déclencher un scandale. On y voit une photo de Christiane Taubira avec ce texte en guise de titre : « Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane. » En page intérieure, un long article est consacré à ce que la rédaction appelle des « non-événements », à savoir les attaques racistes qu'a dû subir la ministre de la justice ces derniers jours. La reproduction de cette « une » n'a cessé d'être diffusée sur les réseaux sociaux par ceux-là qui s'indignaient.

« Nous n'avions pas de sujet à mettre en couverture. On a discuté à plusieurs, on a parlé de Taubira, retourné les mots clés dans tous les sens et voilà ! », raconte un collaborateur de *Minute*, qui souhaite rester anonyme. « On ne pensait pas que cela prendrait cette dimension... Même si on savait que certains partiraient au quart de tour », continue le journaliste. « On voulait un truc qui buzze, on en a fait un. C'est un beau coup de pub », se félicite-t-il avant de qualifier sa « une » de « rigolote ».

Un jugement que ne partage évidemment pas le gouvernement. Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a saisi, mardi 12 novem-

bre, le procureur de la République de Paris « en application de l'article 40 du code de procédure pénale [afin] de porter ces faits susceptibles de constituer l'infraction d'injure publique à caractère racial ». Le même jour, en début de soirée, le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, avait annoncé que le gouvernement étudiait les « moyens d'agir contre la diffusion » de *Minute*. « Nous ne pouvons pas laisser passer cela », a-t-il ajouté, en dénonçant une « une » « révoltante ».

« Beau coup de pub »

Joint par le Lab d'Europe 1, l'entourage de la ministre affirmait mardi soir que M^{me} Taubira ne souhaitait pas déposer plainte, soucieuse de ne pas faire augmenter les ventes de *Minute*. L'hebdomadaire se défend d'être raciste et met en avant une « couv' satirique » en se comparant à *Charlie-Hebdo* ou au *Canard enchaîné*,

« Minute » risque 22 500 euros d'amende

Minute risque six mois (théoriques) de prison et 22 500 euros d'amende pour « injure envers une personne à raison de son origine, de son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée », selon l'article 33 de la loi de 1881. La saisie en référé de l'hebdomadaire est possible, mais rarement prononcée par les tribunaux, qui

qui « fait aussi des jeu de mots en "une" ». « C'est borderline mais ça ne tombe pas sous le coup de la loi », se rassure l'un des auteurs.

L'hebdomadaire se veut un pont entre la droite et l'extrême droite et il arrive que des figures de l'UMP s'y expriment. Cependant, il est habitué aux « unes » provocatrices et de mauvais goût. Récemment, ils ont titré « Jeux de mains, jeux de vilains », après la mort du jeune antifasciste Clément Méric dans une bagarre avec des skinheads d'extrême droite. Ou encore, à propos du mariage homosexuel : « Bientôt ils vont pouvoir s'enfiler... la bague au doigt » ou encore « Le lobby gay s'introduit partout ».

Ce « beau coup de pub » arrive à point nommé pour *Minute*, qui connaît de grandes difficultés commerciales. Son lectorat diminue et il doit subir la concurrence de *Valeurs actuelles*, hebdomadaire

peuvent ordonner la publication d'un communiqué en une et dans plusieurs journaux aux frais du condamné. La chancellerie préférerait ne pas réagir « pour ne pas faire augmenter les ventes » de *Minute*. La plainte de SOS Racisme a peu de chances d'être recevable, faute d'« avoir reçu l'accord » (art. 48-1) de Christiane Taubira.

re de droite extrême, dont les ventes décollent avec des « unes », certes moins vulgaires que celles de *Minute*, mais tout aussi radicales.

Minute n'est plus l'hebdomadaire des années 1970 qui s'évertuait à sortir des scoops. Désormais, il n'y a ni bureau ni rédacteur en chef. Et l'on cache la misère des effectifs en utilisant une armée de pseudonymes pour faire croire à la multitude.

Surtout, *Minute* a perdu une bonne partie de son lectorat qui provenait du FN. Lors de la campagne interne opposant Marine Le Pen à Bruno Gollnisch, la publication a pris parti pour le second, qui sera sèchement battu au congrès. Depuis, c'est un conflit ouvert entre Marine Le Pen et le journal. Ces derniers attaquent régulièrement un supposé « lobby gay » qui entourerait la présidente du FN.

De manière assez opportuniste, Marine Le Pen a tweeté : « Je suis heureuse de me faire cracher dessus chaque semaine par "Minute" quand je vois ce que c'est devenu. MLP ». Opportuniste, car un seul article était consacré au FN dans le numéro de *Minute* en question, et il prenait la défense de Marion Maréchal-Le Pen. Par ailleurs, c'est une candidate FN aux municipales – suspendue depuis – qui avait publié sur sa page Facebook une photo comparant Christiane Taubira à un singe. ■

ABEL MESTRE